

1 –

Le doc 1 regroupe trois graphiques concernant le commerce, l'équipement dans le domaine de la santé et enfin l'équipement en matière de services publics dans les villes, selon leur importance démographique. Le constat est le même dans les trois domaines : les plus petites villes sont les plus mal loties. Toutes les villes connaissent une baisse générale dans les domaines cités. Toutes les villes voient donc progresser la vacance commercial ces 20 dernières années, de même que le recul du nombre de maternité ou d'hôpital et également le recul des services publics. Mais il est très net que les pôles les plus petits connaissent les plus importantes régressions. Là où les maternités diminuent depuis 35 ans de 23% dans les grands pôles urbains, la baisse est de 93% dans les petits pôles urbains : cela signifie qu'une femme habitant dans une ville de moins de 20.000 habitants ne peut pas accoucher dans sa ville !! Le recul des hôpitaux est moins marqué mais reste 4 fois plus important dans les petites villes que dans les grands pôles urbains. C'est une diminution du même ordre de grandeur que l'on constate pour les gares entre les grands pôles et les communes rurales. Les écoles ne reculent que de 1,5% et 4% respectivement dans les grands pôles et les moyens alors que la baisse atteint 40% dans les communes rurales. Cela signifie que dans ces petites villes, le commerce disparaît plus vite, et que les infrastructures destinées aux jeunes familles deviennent rares ou inexistantes. Cela va de pair avec une perte de dynamisme de ces villes.

2 –

La ville de Vannes compte un peu plus de 50.000 habitants. Le doc 2 vante le dynamisme de cette ville et de l'organisation intercommunale locale, le « pays de Vannes », pour attirer les entreprises, donc des capitaux et des emplois... Cette publicité de 2019 veut contrer une « idée reçue », qui apparaît comme une évidence : les grandes villes sont seules à être dynamiques, mais l'illustration montre un employé dormant devant son ordinateur... Le message est clair : les grandes villes sont aussi un lieu de perte de dynamisme. La masse (de population, de bureaux, de réseaux) est un obstacle au dynamisme. Inversement le jeune cadre sur son vespa dans l'image d'à côté signifie une plus grande liberté dans le travail et un plus grand dynamisme.. sans doute associé à une mobilité plus grande. Dans le doc 4, la géographe E. Libourel (extrait de Géographie de la France, Colin, 2017) essaye de mettre en valeur les villes petites et moyennes. Les arguments sont, d'abord, le nombre et le rôle essentiel dans le réseau urbain français. Pour les deux types de villes, l'auteure met en avant le rôle structurant d'un espace plus ou moins étendu, ces villes étant un passage obligé des habitants de cet espace. Le rôle de relais ou d'intermédiaire est bien compréhensible. Mais la géographe signale pour les pôles moyens une menace de retrait de certains services privés ou publics qui se concentrent plutôt dans les pôles les plus importants.

3 –

Le doc 3 est une page du site du CGET, commissariat général à l'égalité des territoires, dépendant du ministère de la cohésion des territoires, qui présente le plan « action cœur de ville », une opération menée par l'Etat pour soutenir 222 villes moyennes. Cela contredit le constat de la géographe du doc 4 qui précise le « retrait de certains services de l'Etat ». L'opération a débutée en 2017 (<https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/programme-action-coeur-de-ville>) et consiste à aider financièrement les villes moyennes sélectionnées pour des réalisations de réhabilitation, d'accessibilité et d'équipement. La mise en valeur du patrimoine et l'aide à l'activité économique sont aussi concernées. L'Etat veut ainsi éviter le cercle vicieux qui entraîne ensemble une diminution de l'activité économique, une déprise humaine et une désertion des services publics... En redynamisant les centres-villes, on cherche à maintenir l'activité économique, l'emploi et les habitants, ce qui justifie le maintien des services publics.

4 –

Les documents sont contradictoires sur la question des fonctions remplies. En effet d'un côté

(doc 2 et 4) il est évident que ces villes sont essentielles à la vie des habitants de leur zone d'influence dans les domaines administratifs et commerciaux, mais aussi pour la formation et la santé. Ces villes, qu'elles soient petites et moyennes, constituent un réseau de services dont la spécialisation augmente avec la taille de la ville... Les villes sont un degré essentiel de la vie des citoyens en dehors des grandes concentrations. Mais parallèlement, la crise qui les affecte remet en cause l'équipement en services de ces villes. Si les jeunes couples ne peuvent pas trouver de lieu pour faire venir leurs enfants au monde ou d'école, ils ne viendront pas s'installer ou ils ne resteront pas dans ces villes là.... Le calcul financier de l'État qui cherche à rentabiliser ses dépenses entraîne la fermeture de ces services dans des villes où il ne vient pas assez de personnes pour justifier l'emploi des fonctionnaires en place et donc un recul des fonctions administratives... Le remplacement par internet n'est malheureusement pas forcément assuré dans des zones qui connaissent parfois une fracture numérique importante. Ainsi l'équation n'est pas simple à résoudre : d'un côté un rôle fondamental de ces villes et d'un autre côté un recul de fait des services : la fonction constatée n'est sans doute pas la seule donnée à étudier, car il faut également la volonté de l'Etat pour maintenir les services, quoi qu'il en coûte...

5 –

La problématique des villes petites et moyennes a surgi à l'hiver 2018 dans le mouvement des gilets jaunes. Les manifestations ont dénoncé l'abandon de l'État d'une partie du territoire. Ces villes petites et moyennes sont en effet le lieu de phénomènes géographiques contradictoires. D'un côté on constate un dynamisme très irrégulier de leur démographie mais qui est relayé par un dynamisme économique, comme on a pu le voir dans l'exemple de Vannes. D'un autre côté on constate un recul de la présence de l'Etat dans les services. Mais si l'Etat semble se désinvestir d'un côté, il lance, avec des politiques d'aménagement du territoire, un soutien pour redynamiser les centres villes qui sont en déclin. Le recul de l'activité économique et commerciale provoque une fuite des personnes et des emplois. Pour maintenir la population et l'activité, le ministère de la cohésion du territoire cherche à stimuler les villes pour que l'activité s'y maintienne. Ainsi, comme le montre bien la consigne elle-même, ces villes petites et moyennes connaissent une situation contradictoire entre déclin et attractivité. La multiplicité des cas ne permet qu'une lecture globale au travers des statistiques relevées dans les documents : globalement ces villes sont plutôt dans une dynamique négative d'abandon par les services publics ou privés. Mais cette situation délétère connaît de nombreuses exceptions et surtout une aide financière de l'Etat que l'on espère efficace, au moment où, avec l'épidémie récente, les grandes concentrations sont montrées du doigt comme autant de lieux privilégiés de diffusion. Le calme des villes moins peuplées et leur moindre densité attirent face à l'agitation et à la pollution des grandes métropoles. Reste à savoir si l'épidémie jouera un rôle dynamique dans ces villes où la population est souvent âgée...